



HAL
open science

Les socialistes et l'Algérie. Les Ardennes, terre de minorité

Gilles Deroche

► **To cite this version:**

Gilles Deroche. Les socialistes et l'Algérie. Les Ardennes, terre de minorité. Raphaëlle Branche; Sylvie Thénault. La France en Guerre, 1954-1962. Expériences métropolitaines de la guerre d'indépendance, Autrement, p. 241-254, 2008, 9782746711853. halshs-04264954

HAL Id: halshs-04264954

<https://shs.hal.science/halshs-04264954>

Submitted on 30 Oct 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les socialistes et l'Algérie. Les Ardennes, terre de minorité

Gilles Deroche correspondant des Ardennes

La prise de conscience du phénomène colonial provoque une scission dans le parti socialiste (la mouvance socialiste ou SFIO ?) la SFIO finit par épouser la vague gaulliste, alors qu'une nouvelle gauche réclame la paix et s'oppose énergiquement au régime du général.

Cette nouvelle gauche est très vigoureuse dans les Ardennes, qui, à la veille des « événements », ont deux députés, socialistes, Guy Desson et Camille Titeux. Mais c'est la personnalité d'Andrée Viénot, qui domine la SFIO locale. Fille, d'un puissant, métallurgiste, luxembourgeois, veuve d'un député socialiste de Rocroi, collaborateur de Léon, Blum, résistante, la grande dame du socialisme ardennais et conseillère, générale et maire de Rocroi¹.

Les parcours politiques de ces leaders divergent puis se rejoignent. Andrée Viénot quitte la SFIO dès 1956. Titeux et Desson hésitent. Ce dernier abandonne le parti en 1958. Andrée Viénot et Guy Desson se retrouvent par la suite au PSU, alors que Titeux poursuivra sa carrière au Parti socialiste. Trois destins différents, trois choix et trois itinéraires qui peuvent autant s'expliquer par des stratégies d'élus dans des cadres politiques que par une fidélité à des idéaux. Des choix, aussi, sur lesquelles pèse l'évolution de la politique nationale et qui, au total, font des Ardennes, un lieu idéal pour analyser les ruptures et recompositions des socialistes pendant la guerre d'Algérie.

La fracture socialiste ardennaise

Avant le début des « événements », les questions coloniales n'ont guère constitué un sujet important pour les ardennais, même si Andrée Viénot, très attentive aux affaires d'Afrique du Nord, dans lesquelles son mari s'est illustré, à, en 1953, dénoncé les machinations françaises contre le sultan du Maroc².

Les premières allusions à la situation en Algérie, dans l'hebdomadaire de la SFIO *Le Réveil ardennais* apparaissent à l'occasion des élections législatives du 2 janvier 1956, que les socialistes ardennais abordent en association avec les radicaux, unis dans un front républicain, patronné par Mendès France. Le premier point de leur programme est d'« assurer la paix en Afrique du Nord, pour éviter un nouveau Diên-Biên-Phû », un objectif sur lequel Andrée Viénot insiste : « Celui qui peut faire la paix avec l'aide du Front républicain, celui qui a fait ses preuves en pacifiant l'Indochine et la Tunisie, c'est Mendès France. Tous ceux qui veulent arrêter le massacre voteront pour le Front républicain³. »

¹ Gilles Deroche, *Guy Desson, la politique et la culture. Itinéraire d'un député ardennais. Biographie*, préface de Roland Dumas, Charleville-Mézières, éditions Terres ardennaises, 1996.

² Voir « Coup d'État marocain », *Le Réveil Ardennais*, 30 août 1953. Sur Andrée Viénot : Marie-France Barbe et Gilles Deroche, *Andrée Viénot (1901-1976), une femme au service des autres*, numéro spécial de Terres ardennaises, octobre 1998.

³ « Pour la paix en Algérie », *Le Réveil ardennais*, 1^{er} janvier 1956.

Ces arguments touchent les électeurs, et la part des suffrages locaux augmente, passant de 29,3 % aux législatives de 1951 à 34,5 % en 1956. Guy Desson et Camille Titeux sont réélus. Ils représenteront les Ardennes à l'Assemblée nationale, en compagnie de René Penoy (MRP) et Pierre Lareppe (PC). Ce succès ne doit cependant pas cacher le reflux subi par le Parti socialiste au tournant des années 1950. La chute du nombre des cartes de militants ardennais en témoigne : 1800 en 1948, 1100 en 1951. L'enthousiasme né à la libération est retombé⁴.

Pour Andrée Viénot, la politique du gouvernement de Guy Mollet trahit les promesses de la campagne. Elle ne supporte pas ce qu'elle considère comme une tromperie et, le 13 mars 1956, elle s'adresse ainsi à Pierre Commin, secrétaire général de la SFIO : « Ne vous y trompez pas : c'est [...] pour la paix, pour le retour des soldats que le pays a voté socialiste dans une proportion qui nous a surpris nous-mêmes. » Cette lettre a aussi un caractère prophétique : « Ce sera la fin du parti ; et aussi, à terme, la fin de l'Algérie, le départ pur et simple après des fleuves de sang, inutiles comme en Indochine⁵. » Dans les articles du *Réveil*, elle continue à affirmer qu'« il faut négocier ». Elle fait circuler des pétitions à l'intérieur même du parti comme le manifeste « Justice et liberté outre-mer », qui n'émane pas de la SFIO, mais qui a recueilli des signatures de personnalités socialistes, comme Oreste Rosenfeld, Marceau, Pivert, Jean Rous et Robert Verdier. L'ampleur de l'agitation autour de cette question aboutit à la rédaction d'une lettre au congrès fédéral du 15 avril 1956, pour réclamer la convocation d'un congrès national sur le problème algérien⁶.

Andrée Viénot intervient longuement à ce propos lors d'un conseil national de la SFIO, le 10 juin 1956. Elle est très dure envers Robert Lacoste et Guy Mollet, qu'elle compare à Cavaignac⁷. Ses positions sont très minoritaires dans le parti. La SFIO doit cependant en débattre, et le problème est d'abord exposé au sein des fédérations.

Dans les Ardennes, les socialistes se séparent bientôt en deux tendances qui se manifestent au congrès fédéral du 24 juin 1956, en préparation du 48^e congrès de la SFIO qui doit se tenir à Lille le 28 juin suivant. Les débats sont vifs au congrès fédéral : les partisans de la motion, Mayer-Rosenfeld contre l'emploi de la force en Algérie et pour une négociation sont violemment contestés. Guy Desson, qui prend la parole en dernier, rappelle que le Parti socialiste a depuis toujours été hostile au colonialisme et donne lecture des motions anticolonialistes votées depuis trente ans. Il est souvent interrompu par des congressistes et s'en étonne. À l'issue des votes, la motion Mayer-Rosenfeld, soutenue par Andrée Viénot, Guy Desson et Camille Titeux obtient 324 voix, représentant 18 mandats pour le congrès national. La motion Commin pour la poursuite de la politique de Guy Mollet, défendue par des militants de poids, Othello Frezzato, leader de FO, Jacques Bozzi, ancien secrétaire de la SFIO, et André Lebon, secrétaire fédéral n'obtient que 233 voix, représentant 13 mandats. Au congrès national de Lille, André Viénot, Camille Titeux et Guy Desson soutiennent la motion Binot pour la négociation, avec le FLN, des élections libres, en Algérie, la garantie des minorités et la coopération entre la France et l'Algérie.

⁴ D'après une lettre de Georges Brutelle, secrétaire adjoint de la SFIO, à Guy Desson, 29 janvier 1952, conservée à l'Office universitaire de recherche socialiste (Ours).

⁵ Lettre conservée à l'Ours.

⁶ Lettre du 25 avril 1956 et réponse négative de Jean Andral, ingénieur à Sedan, 5 et 24 mai 1956. Ours.

⁷ Extrait du compte rendu du conseil national de Puteaux. Ours.

Cependant, la politique de Guy Mollet, ayant obtenu l'agrément du congrès de Lille⁸, Andrée Viénot, dont l'influence est considérable dans les Ardennes, se désespère. Après le détournement de l'avion de Ben Bella⁹ et l'expédition de Suez¹⁰, elle adresse une lettre de démission à son ami de toujours, Guy Desson :

Mais maintenant, la mesure est comble, et je ne peux plus, en conscience, rester dans un parti dont la politique est contraire à tout ce que le socialisme a toujours signifié pour nous, ceci au moment même où l'évidence des crimes staliniens aurait dû rendre sa force conquérante à un socialisme démocratique véritable. Je sais que beaucoup de camarades, et parmi les meilleurs, pensent pouvoir continuer la lutte à l'intérieur du parti. Je suis arrivée à la conviction qu'il se trompe. Je te prie de croire, mon cher Desson, à mon amitié à mes sentiments indéfectiblement socialistes¹¹.

Guy Desson, qui a partagé tous les combats d'Andrée Viénot, mais qui reste à la SFIO, a-t-il été tenté de la suivre ? Il explique son choix en invoquant la gravité de l'heure, due à la conjoncture internationale, dominé par le danger communiste qui s'est manifesté en Hongrie¹². En fait, pour lui, comme pour Camille Titeux, en tant que parlementaires, il est difficile d'abandonner le parti sous l'étiquette duquel ils ont été élus. Pour éviter l'isolement, il reste pour la défense de leurs idées, ils vont poursuivre la lutte à l'intérieur de la SFIO. Guy Desson, en outre, était moins déterminé qu'Andrée Viénot sur l'Algérie.

Le divorce

Guy Desson, en effet, qui déplore l'impossibilité de saisir un interlocuteur valable pour obtenir une trêve qui permettrait d'aboutir à des élections libres, défend la doctrine de la SFIO, le triptyque molletiste, « cessez-le-feu, négociations, élections¹³ », tout en prenant parti sur l'existence d'une nation algérienne : « Il n'y a pas de nation algérienne. Est aussi sûr que cela¹⁴ ? » Voici évoquée la thèse du « fait national algérien », défendue notamment par Pierre Rimbert et qui a été rejetée au comité directeur du 11 avril 1956. Guy Desson s'engage même à effectuer un voyage en Algérie « pour se rendre compte » de la situation, ce qu'il fera effectivement¹⁵. Ses positions restent incertaines. Cependant, au mois de juin 1956, il signe un article qui semble en retrait. Il estime en effet que :

⁸ *Le Réveil ardennais*, 1^{er} juillet 1956, et compte rendu, Ours. Le document présente également un projet de motion de Jacques Bozzi parlant de « bolchevisation du parti » et développant la thèse du complot étranger. Sur les socialistes ardennais : Didier Bigorgne, *Socialistes et socialisme dans les Ardennes (1905-2005)*, Charleville Mézières, éditions Terres ardennaises, 2005.

⁹ Le 22 octobre 1956, l'armée française détourne l'avion qui transporte les principaux dirigeants du FLN du Maroc en Égypte.

¹⁰ Elle a duré du 31 octobre au 6 novembre 1956, date du cessez-le-feu.

¹¹ *Le Réveil ardennais*, 11 novembre 1956.

¹² Voir son article assez confus, « Les suites d'une démission », *Le Réveil ardennais*, 18 novembre 1956.

¹³ Voir à ce sujet Etienne Maquin, *Les socialistes et la Guerre d'Algérie 1954-1958*, Paris, L'Harmattan, 1990.

¹⁴ Dans son article « La naissance d'une nation », *Le Réveil ardennais*, 29 avril 1956.

¹⁵ D'après un de ses articles dans *L'Espoir* du 23 février 1963, ce voyage a eu lieu pendant le premier semestre de 1956.

Pour l'Algérie, la question n'est pas si simple à trancher, puisque, comme j'ai eu le courage de l'écrire, nous assistons seulement aux prémices de la naissance de la nation algérienne. Celle-ci n'est d'ailleurs pas homogène puisqu'elle compte un certain nombre d'Européens, non musulmans qui ont pour une grande part contribué à l'équipement et à l'enrichissement de la future nation algérienne, sinon du peuple algérien¹⁶.

Il pense aussi que l'Algérie est un enjeu entre les soviétiques, et les Américains est fini par se prononcer pour une solution autonomiste : « Je ne veux pas me montrer pessimiste, mais je le dis, en vérité, il est grand temps de voir en Afrique du Nord, toute autre chose que le maintien d'un colonialisme périmé¹⁷. » Mais après le départ d'Andrée Viénot, accompagné de celui des socialistes ardennais, les plus antimolletistes, Guy Desson ne s'exprime plus guère sur ces problèmes.

Camille Titeux quant à lui, prend parti plus nettement. Il appartient au Comité socialiste d'études et d'action pour la paix en Algérie, fondé le 29 janvier 1957 et dissous dès le mois de mai suivant par les organismes directeurs du Parti socialiste. Il soutient aussi la motion. « La résolution de Lille est-elle appliquée ? » au conseil national du 12 mai 1957. Il figure parmi les signataires de la motion « Qu'on le veuille ou non, tout dépend de l'Algérie », publiée dans la presse du parti, en vue du congrès qui se tiendra à Toulouse en juin 1957. Camille Titeux fait aussi partie de l'équipe de *Tribune du socialisme* qui paraît dès le 25 janvier 1958 pour défendre ces idées et qui est interdit le 13 février suivant par le comité directeur de la SFIO.

Il est notable que l'utilisation généralisée de la torture à Alger depuis janvier 1957, dénoncée y compris dans les rangs du parti et au sujet de laquelle Guy Mollet a dû s'expliquer, n'est pas mise en avant. En fait, on ne trouve aucune trace de ces débats dans *Le Réveil ardennais*, où les allusions à l'Algérie en général sont rares. Pourtant, les « minoritaires » du parti expriment toujours leur opposition à la guerre. Ils sont sans doute plus représentés chez les socialistes ardennais qu'au niveau national. Au congrès fédéral de juin 1957, en préparation du concret national de Toulouse, c'est la motion Ancier pour la reconnaissance de la vocation nationale de l'Algérie et la négociation qui l'emporte¹⁸.

Cependant, en juillet 1957, à l'Assemblée nationale, ni Guy Desson ni Camille Titeux ne font partie des 27 députés socialistes contestataires, refusant de prendre part au scrutin portant sur la reconduction et l'extension des pouvoirs spéciaux au gouvernement Bourges-Maunoury qui a succédé à Guy Mollet¹⁹. Ils ne fournissent aucune explication, et cette attitude traduit leur loyauté envers le parti ou leur embarras de minoritaires. Puis, en octobre 1957, à l'occasion du débat sur le projet de loi-cadre modifiant le statut de l'Algérie, Guy Desson se prononce pour la fédération, position très modérée. Mais le rejet du projet de loi-cadre ruine ses espoirs, et après le bombardement de Sakiet-sidi-Youssef²⁰, il s'écrie « Assez ! » : « Le sang

¹⁶ « Lien indissoluble », *Le Réveil ardennais*, 10 juin 1956.

¹⁷ « Réflexions sur l'Algérie », *Le Réveil ardennais*, 9 juin 1957.

¹⁸ « Au congrès de Charleville. Unanimité pour le rapport fédéral. "Bulletin de santé et d'optimisme" » *Le Réveil ardennais*, 30 juin 1957. Il est question de « discussion passionnée » dont les détails ne sont pas rapportés.

¹⁹ Etienne Maquin, *op. cit.* p. 131.

²⁰ Le 8 février 1958, l'armée française bombarde le village tunisien de Sakiet-sidi-Youssef à la frontière algéro-tunisienne. Le village est détruit, 62 civils sont tués et 130 personnes blessées.

des victimes innocentes, de femmes et d'enfants, avait coulé. Des morts étaient tombés sous les projectiles français, dans des conditions qui provoquent l'horreur de tout être civilisé²¹. » Quant à Camille Titeux, il veut encore croire, malgré tout, à la négociation : « Plus que jamais, je pense que la négociation reste le seul moyen d'en sortir, mais il faut y venir très vite, car je suis convaincu que très rapidement, cette possibilité ne sera plus à notre portée, et, pour avoir voulu trop garder, nous risquons de tout perdre²². »

Guy Desson, espère encore une prise de conscience du Parti socialiste. Commentant les résultats d'une élection législative partielle dans la Nièvre, qui a vu la déconfiture des droites et la progression des candidats de l'Union démocratique et socialiste de la Résistance (UDSR, 2 %) et socialiste (1 %) ralliés aux thèses de la minorité, il écrit :

Que nos augures tirent ces deux leçons du scrutin de dimanche dernier, qu'ils se pénètrent de l'importance de ce double avertissement, et on pourra bientôt remercier les gens du Nivernais d'avoir ouvert la voix d'une politique véritablement française, c'est-à-dire humaine et réaliste, pacifique et constructive²³.

Les événements du 13 mai 1958²⁴, provoquent la constitution d'un comité de vigilance qui réunit d'anciens résistants, des socialistes, des membres du MRP et des syndicalistes. Les trois députés ardennais de gauche restent inflexibles. Camille Titeux, Guy Desson et Pierre Lareppe, le bouillant député communiste, votent contre le programme et la politique du général, De Gaulle et lui refuse la confiance, les pleins pouvoirs et les pouvoirs spéciaux en Algérie²⁵. René Penoy, le seul député MRP élu aux législatives de 1956, vote pour.

L'investiture de de Gaulle, cependant, et la pression des événements provoquent un changement dans les positions des socialistes ardennais. Au congrès fédéral de septembre 1958, précédant le congrès national d'Issy-les-Moulineaux, qui verra le départ des minoritaires, le oui au référendum sur l'adoption d'une nouvelle Constitution obtient 306 voix alors que le non n'en réunit que 224. On note 19 abstentions.

Guy Desson suit alors le courant Gazier, dont il a signé la motion en juillet 1958²⁶. Ce document contradictoire, en apparence, hostile, au nouveau régime, se prononce contre la politique de Guy Mollet, mais désigne la minorité comme l'adversaire, considérant qu'elle menace l'unité du parti. La motion, à usage interne, cherche tout d'abord à empêcher la rupture et le départ de la minorité, tout en attirant la tension sur les aspects inadmissibles de la constitution.

Guy Desson reste ferme dans ses opinions. Depuis le départ d'Andrée Viénot, il n'a cessé de militer pour une solution pacifique en Algérie, dans la mouvance de la « minorité ».

²¹ *Le Réveil ardennais*, 15 février 1958.

²² *Le Réveil ardennais*, 8 mars 1958.

²³ « Prise de conscience », *Le Réveil ardennais* du 15 mars 1958 et du 10 mai 1958.

²⁴ Le 13 mai 1958, à Alger, les manifestations organisées pour saluer la mémoire de trois soldats français exécutés par le FLN et pour s'opposer à la formation à Paris d'un gouvernement présidé par Pierre Pflimlin tournent à l'émeute. L'armée fraternise avec les manifestants. Un comité est constitué sous la direction du général Massu qui adresse au président de la République, René Coty, un télégramme exigeant la création à Paris, d'un gouvernement de salut public.

²⁵ *Le Réveil ardennais*, 5 juin 1958.

²⁶ Sur la motion Gazier, voir la thèse de Gilles Morin, *De l'opposition socialiste à la guerre d'Algérie au Parti socialiste autonome (1954-1960). Un courant socialiste de la SFIO au PSU*, thèse dactylographiée, université Paris-I, 1990-19914.

Militant à la SFIO depuis plus de 30 ans, il est attaché à la « vieille maison », mais il est impossible d'y demeurer si elle abandonne les principes socialistes et se renie. Antigaulliste depuis la Libération, il lui est inconcevable de suivre le Général. Or la motion qu'il défend au congrès fédéral de septembre 1958 est minoritaire, et finalement, le congrès national d'Issy-les-Moulineaux se prononce pour le oui au référendum du 28 septembre 1958²⁷. Au soir de ce congrès, Guy Desson décide de quitter la SFIO, sacrifiant sa carrière politique, et c'est Camille Titeux qui annonce cet évènement aux lecteurs du *Réveil* :

[Une décision] que je comprends, d'autant mieux que j'ai dû moi-même, lutter de toutes mes forces contre les mêmes velléités de démissionnaire, parce que je reste intimement, convaincu que nos camarades des sections ont commis une erreur en décidant de répondre favorable au référendum²⁸.

C'est que Camille Titeux, de son côté, a opéré un virage en affirmant que la Constitution est dangereuse et qu'il préfère s'abstenir. Mais il ne quitte pas le parti.

Aux élections législatives des 23 et 30 novembre 1958, Guy Desson se présente, néanmoins, dans la troisième circonscription des Ardennes, sous l'étiquette « socialiste indépendant ». Il est battu par le général Noiret, candidat de l'UNR. Commentant sa défaite devant ses amis, il déclare : « C'est bien la première fois qu'un général français gagne à Sedan²⁹ ! » Son score non négligeable démontre néanmoins que sa réélection était possible. Il va rejoindre la gauche d'opposition non communiste qui s'est constituée avec des militants déçus par la SFIO. Dans les Ardennes, Andrée Viénot a déjà préparé le terrain.

À la recherche du vrai socialisme

Une poignée d'isolés, démissionnaires du Parti socialiste, se sont en effet réunis le 7 novembre 1956, à l'appel d'Andrée Viénot, pour constituer le groupe Action socialiste, éditant un bulletin du même nom³⁰. Il s'agit d'une formation transitoire destinée à recueillir les militants conscients de la crise profonde des partis. Il se réclame de la classe ouvrière, sont fidèles à l'idée de paix, d'humanisme laïque et de justice du socialisme. Andrée Viénot définit ainsi ses intentions d'alors : « Je pensais à ce moment qu'une fraction de la SFIO, une fraction du PC finiraient, par être dégoûtées, par les palinodies de leurs directions respectives, et par se détacher, permettant un regroupement très large, et une alliance avec un radicalisme rénové³¹. »

Le premier numéro du bulletin *Action socialiste*, paru dès le 30 novembre 1956, dénonce en effet le sectarisme communiste et fait appel « à la conscience personnelle » de ses militants. C'est cependant à la SFIO que s'adresse l'essentiel des critiques exposées dans les huit numéros qui paraissent en l'espace d'un an. L'impuissance de l'opposition à Guy Mollet y est soulignée

²⁷ Sur le congrès fédéral, voir *Le Réveil ardennais*, 13 septembre 1958. Sur les minoritaires : Marc Heurgon, *Histoire du PSU*, t.1 : *La Fondation et la Guerre*, Paris, La Découverte, 1994.

²⁸ « Déception et espérance », *Le Réveil ardennais*, 27 septembre 1958.

²⁹ *Le Réveil ardennais*, 6 décembre 1958.

³⁰ *Action socialiste*, n°5, 10 avril 1957, bulletin bimensuel ronéoté d'Action socialiste des Ardennes, archives personnelles de Gérard Pringot et fonds Jean Lambert (mal) conservé à la faculté des lettres de Reims.

³¹ *Action socialiste*, 30 novembre 1957, numéro spécial, dernier numéro.

et l'anticolonialisme reste le cheval de bataille³². Andrée Viénot n'hésite pas à comparer les partisans algériens aux résistants français de la Seconde Guerre mondiale : « Résistants, souvenez-vous [...] dans Alger, aujourd'hui, comme hier, dans Paris, se dissimulent les réseaux clandestins, tantôt s'étendant tantôt décimés, toujours renaissants ; "Ami, si tu tombes, un ami sort de l'ombre à ta place." Souvenez-vous³³. » Pour autant, Andrée Viénot n'a pas rejoint le camp des « porteurs de valises ». La loyauté envers les appelés de Rocroi, lui interdit cette option. Le combat pour la fin de cette guerre reste, pour elle, la seule solution et l'objectif de son action politique.

Un congrès national du groupe Action socialiste est convoqué pour le 7 décembre 1958, dans l'appartement parisien d'Andrée Viénot afin de fondre le petit mouvement dans un nouvel ensemble. Celui-ci naît le 9 décembre par la réunion de la Nouvelle gauche, du MLP, et d'une grande partie de la Jeune République.

Par ailleurs, un premier congrès fédéral ardennais de l'Union de la gauche socialiste, (UGS) s'est tenu à Charleville, le 16 février 1958. André Deguffroy, socialiste, Raymond Goury, un instituteur socialiste du Vouzinois, exclu de la SFIO en 1956, et le docteur Jean Lambert, militant de la Ligue des droits de l'homme, y ont pris la parole en présence d'une quarantaine de délégués. Le congrès a envoyé aux deux députés de l'époque, Camille, Titeux, et Guy Desson, une lettre embarrassante concernant leur position sur l'affaire algérienne. Leur engagement, manquant de clarté, est évoqué. Que peuvent-ils encore espérer de la politique algérienne de la SFIO ? Dans leur position minoritaire, au sein du parti, ses arguments frappent douloureusement. Souhaitant peut-être ne pas trop accabler, ses amis, Andrée Viénot, s'est tenue à l'écart de l'UGS.

Le 13 septembre 1958, elle a ressuscité *Le narrateur de Rocroi*, afin de diffuser sa propagande d'opposition aux projets gaullistes. Le 11 octobre, Guy, Desson, qui vient de quitter la SFIO ralliée au général de Gaulle, lui confie un premier article. La réunion des anciens « minoritaires » se réalise alors. Les socialistes les plus avancés se retrouvent enfin, dans les mêmes structures, autour d'Andrée Viénot.

Le Narrateur et L'Espoir, que Guy Desson a créé le 28 septembre 1958, rendent compte des activités du Parti socialiste autonome, (PSA) qui vient de naître. Le PSA plaide pour l'union syndicale, affirme son indépendance à l'égard du PCF, défend la laïcité et surtout reconnaît les aspirations nationales du peuple algérien. Andrée Viénot, Guy Desson et son ami méridional Charles Lussy, ainsi que Daniel Mayer font partie du bureau national. Finalement, la fédération ardennaise du PSA est créée le 27 mars 1959, au cours d'une réunion tenu à Mézières. Le bureau provisoire est composé de Guy Desson, secrétaire fédéral, et d'Andrée Viénot trésorière. À la fin de 1959, *Le Narrateur* cesse de paraître, mais le nouveau parti de gauche est déjà bien implanté dans les Ardennes.

La SFIO n'apprécie pas cette concurrence, mais les ralliements à la Nouvelle gauche sont nombreux, jusque dans les rangs des radicaux, dont le président d'honneur Gabriel Delattre, avocat et ancien député du Front populaire de Sedan, s'est prononcé pour le « non », en référendum portant sur la nouvelle Constitution.

³² *Action socialiste*, n°3, 26 janvier 1957.

³³ *Action socialiste*, n°5, 10 avril 1957.

Très tôt est évoquée la possibilité d'une fusion entre le PSA et l'UGS ; elle a lieu lors du congrès d'Alfortville, les 1^{er}, 2 et 3 avril 1960, et donne naissance au Parti socialiste unifié. (PSU). Les Ardennais y sont particulièrement actifs, et cet événement se répercute dans le département.

Le bureau fédéral ardennais est composé de militants des deux anciennes formations. Guy Desson en est le secrétaire fédéral, Jean Lambert, le secrétaire fédéral adjoint, Andrée Viénot, la secrétaire administrative, et Jean Deguffroy, le trésorier. Jacques Vadon, un professeur, Claudia Delbarre, la collaboratrice de Guy Desson, Daniel Boule et Yves Raunet un instituteur, complètent le bureau. De nombreuses tendances s'affrontent en son sein, mettant son unité en péril. Le ciment du nouveau parti, toutefois, c'est la lutte pour la paix en Algérie.

Andrée Viénot est en avance dans ce domaine, mais, en janvier 1959, elle espère encore en la politique du général de Gaulle, lequel vient de libérer les internés algériens et de gracier des condamnés³⁴. Son éditorial s'intitule alors « Vers la paix ». Rapidement déçue, cependant, elle laisse bientôt s'exprimer son scepticisme et, le 14 octobre, de la même année, le titre de son article n'est plus que « Paix en Algérie ? ». Jusqu'au bout, elle proclamera son désir de paix à tout prix. En juin 1961, alors que rien n'est encore joué, elle s'écrit : « Sept ans de sang et de larmes. Pourquoi ? Pour rien ! »

Au conseil général, où elle est élue depuis 1945, elle défend aussi ses idées en proposant le vote de motions pacifistes. L'assemblée départementale devient la tribune de l'opposition ardennaise. Le vœu suivant est adopté à l'unanimité sur une proposition d'Andrée Viénot : « Le conseil général des Ardennes se félicite de ce que le président de la République ait reconnu le droit du peuple algérien à l'autodétermination, et espère que des négociations politiques avec ceux avec qui nous nous battons pourront conduire à une conclusion rapide de la paix³⁵. »

Guy Desson, libéré de la réserve que lui imposait son appartenance à la SFIO, s'engage dans ce combat et participe même au procès du réseau Jeanson³⁶ en faveur de Micheline Pouteau, ancienne professeure de sa fille³⁷. À la même époque, un appelé du contingent, Jean-Claude Vion, entre en contact avec lui à l'occasion d'une permission. Il va communiquer au journaliste du *Canard enchaîné*, Jean Clémentin, une quantité d'informations qui alimentent la chronique intitulée, « l'ami Bidasse ». Cette activité de renseignement n'étant pas sans danger, Andrée Viénot met Jean-Claude Vion, en rapport avec des personnalités de la Ligue des droits de l'homme qui établissent un plan pour qu'il puisse se réfugier au consulat de Suède en cas de menace. Rendu à la vie civile, Jean-Claude Vion donne ouvertement son avis sur les pratiques de l'armée dans les colonnes de *L'Espoir*³⁸. Devant les dangers que l'OAS et l'extrême droite

³⁴ *Le Narrateur*, n°11, 17 janvier 1959.

³⁵ Procès-verbal de la séance du conseil général du 23 novembre 1959.

³⁶ Le 5 septembre 1960 s'ouvre, devant un tribunal militaire, le procès du réseau Jeanson. Ses militants sont inculpés pour « atteinte à la sûreté extérieure de l'État », accusés d'avoir rédigé et diffusé le bulletin *Vérité pour...*, d'avoir transporté des fonds et du matériel de propagande du FLN et d'avoir loué des appartements pour des militants algériens recherchés. Le 6 septembre est publié un appel de 121 intellectuels sur le « droit à l'insoumission ».

³⁷ Sur ce procès : « *Le Procès du réseau Jeanson*, Paris, Maspéro, 1961 ; Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Les Porteurs de valises*, Paris, LE Seuil, « Points », 2001 (rééd.)

³⁸ « La parole aux jeunes », 30 juin 1962, et « L'avenir du contingent », 15 novembre 1962.

font courir la démocratie, la section ardennaise de la Ligue des droits de l'homme est reconstituée, avec notamment un grand nombre d'amis d'Andrée Viénot³⁹.

L'Espoir dénonce les brutalités des militaires dans le département de même que l'attitude de certains responsables. Le maire de Givet, par exemple, est mis au pilori car il a refusé, en avril 1961, de prendre des mesures de protection contre le coup d'état d'Alger⁴⁰. Quant au militantisme d'Andrée Viénot, il ne passe pas inaperçu, et, soupçonnée d'atteinte à la sûreté de l'État, elle est arrêtée le 30 septembre 1960, en vertu d'une commission rogatoire. Conduite à la Sûreté pour un interrogatoire, elle est remise en liberté le lendemain.

Le PSU s'investit dans la lutte anti-OAS, bien que l'activisme ne soit pas très virulent dans les Ardennes. Andrée Viénot dénonce avec véhémence la répression de la manifestation du 17 octobre 1961 : « Nous sommes des assassins ! [...] Des corps dans la Seine... est-ce Paris sous l'occupation nazie ! Non pas. C'est Paris, à l'automne 1961, sous un doux soleil⁴¹. »

Mais ces événements autour de la guerre d'Algérie, intéressent-ils les ardennais ? On peut en douter. Les affaires liées au comportement des 3500 arabes travaillant dans les usines du département engendrent une forme de crainte, mais retiennent peu l'attention. L'explosion d'une grenade dans une poubelle de Charleville, le dépôt d'une charge d'explosifs sous la fenêtre d'un inspecteur de police, à Money-Saint-Pierre, et l'envoi de menaces de mort à Frezzato, secrétaire de l'UD-FO, à Lebon, maire de Charleville, à Vadon, membre du bureau fédéral du PSU et à Husson, secrétaire de la FEN et du SNI, sont les seuls événements à noter. Des réunions anti-OAS se tiennent, cependant, à Sedan, Nouzonville, Nouvion et Charleville. Les militants de la CGT et les enseignants de la FEN observent des grèves de protestation. Globalement, la question algérienne, si elle a posé des vrais problèmes aux élus, a peu motivé les Ardennais.

Au référendum du 8 avril 1962, il est demandé aux Français, tout à la fois de ratifier les accords d'Évian mettant fin à la guerre d'Algérie et de donner au président de la République, le pouvoir de légiférer par ordonnances pour en assurer la mise en œuvre. Ce référendum a incontestablement un aspect plébiscitaire. *L'Espoir* propose la réponse suivante : « Oui, à la paix. Non, au pouvoir personnel. »

Finalement, pour ces trois figures du socialisme ardennais le gaullisme a constitué le repère autour duquel se sont jouées, les ruptures – celle de Camille Titeux, en tout cas – et contre lequel se sont opérées les retrouvailles et nouées les alliances. Le parcours sinueux de Guy Desson, en comparaison de la droite ligne suivie par Andrée Viénot, en témoigne. À l'issue de cette période, pour la gauche dans les Ardennes, une seule réalité s'impose alors : le gaullisme reste l'ennemi.

³⁹ *L'Espoir*, n°49, 24 février 1962

⁴⁰ *L'Espoir*, 20 mai 1962 et 28 juillet 1962.

⁴¹ *L'Espoir*, n°61, octobre 1961.